



76^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies

Point 67 de l'ordre du jour

Débat général : Présidente du Conseil des droits de l'homme

New York, le 29 octobre 2021

Monsieur le Président,

La Suisse remercie la Présidente du Conseil des droits de l'homme pour son intervention et son engagement au cours de l'année écoulée, en particulier dans le contexte actuel compliqué par la pandémie de la Covid-19.

Madame la Présidente du Conseil des droits de l'homme, la Suisse aimerait saisir cette occasion pour souligner les trois points suivants: **la coopération entre Genève et New York, la reddition des comptes pour les violations des droits de l'homme et le rôle de la société civile.**

Pour commencer, la Suisse se félicite de cet échange qui renforce **le lien entre Genève et New York**. Nous restons persuadés qu'il est indispensable d'intégrer de manière transversale les droits de l'homme dans l'intégralité du système onusien. La Suisse rappelle que seules des approches fondées sur les droits de l'homme sont à mêmes d'apporter des solutions durables tant dans le cadre de la promotion de la paix, de la sécurité que du développement durable. Il en va de même pour les mesures de lutte contre la pandémie et de reconstruction en vue d'un monde post-Covid-19. Par conséquent, les trois piliers de l'ONU doivent travailler en étroite collaboration, notamment afin d'effectuer un travail de prévention efficace. Dans ce contexte, nous regrettons que **le briefing au Conseil des droits de l'homme par le Président de la Commission de consolidation de la paix**, prévu par la résolution sur la contribution du Conseil des droits de l'homme à la prévention des violations des droits de l'homme (45/31), n'ait pas pu avoir lieu en septembre. Nous espérons vivement qu'il se concrétisera dans les meilleurs délais. Madame la Présidente, la coopération entre New York et Genève restera une priorité de la Suisse et nous continuerons de l'approfondir. Dans cet esprit, la Suisse demeure engagée à poursuivre un dialogue ouvert, transparent et inclusif avec tous les États et autres parties prenantes, à Genève et à New York, sur **le droit à un environnement propre, sain et durable**. La reconnaissance d'un tel droit par le Conseil des droits de l'homme lors de sa dernière session – à travers la résolution présentée conjointement par le Costa Rica, les Maldives, le Maroc, la Slovénie et mon propre pays, la Suisse – constitue un signal politique fort et suit l'appel lancé par le Secrétaire général dans son rapport sur notre programme commun.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

Notre deuxième point relève de **la reddition des comptes**. La Suisse est profondément préoccupée par les violations et atteintes aux droits de l'homme qui continuent d'être perpétrées dans toutes les régions du monde. Pour assurer le respect et la protection des droits de l'homme et **lutter contre l'impunité**, il nous faut disposer de mécanismes fiables, permettant de contrôler leur mise en œuvre. Ainsi, la Suisse soutient fermement le travail des **organes de traités sur les droits de l'homme**, le système des **procédures spéciales** ainsi que les **Commissions d'enquête**, les **Missions d'établissement des faits** et la **Cour pénale internationale**. Nous encourageons tous les États à coopérer pleinement avec tous ces mécanismes qui sont déterminants pour rendre justice aux victimes et pour prévenir de futures violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Ces mécanismes constituent un élément essentiel pour la sécurité, la réconciliation et la construction d'une paix durable. Dans ce contexte, la Suisse regrette profondément que le Conseil des droits de l'homme n'ait pas renouvelé le mandat du Groupe d'experts éminents sur le **Yémen** lors de sa dernière session. Par contre, nous saluons l'aptitude du Conseil des droits de l'homme à, cette année encore, aborder des situations d'urgence lors de **sessions spéciales**.

Pour finir, la Suisse souhaite réitérer **le rôle crucial que joue la société civile** pour le respect, la promotion et la protection des droits de l'homme. Son engagement est indispensable aux activités de l'ONU. Dans ce contexte, la Suisse s'inquiète du rapport présenté au Conseil des droits de l'homme par la Sous-Secrétaire générale aux droits de l'homme de l'ONU. Ce rapport fait état de représailles et d'intimidations à l'encontre de membres de la société civile, y compris des journalistes. La Suisse appelle les États à prendre toutes les mesures nécessaires afin que ces pratiques inacceptables cessent. A ce titre, la Suisse regrette **les restrictions d'accès à l'ONU** de la société civile, instaurées pour faire face à la pandémie. Les mesures d'urgence en matière de santé publique ne doivent jamais servir de prétexte pour entraver l'accès à l'ONU de la société civile. Madame la Présidente, il est grand temps d'ouvrir les portes à la société civile, y compris aux défenseuses et défenseurs des droits de l'homme, pour atteindre un multilatéralisme plus inclusif et plus efficace.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. Chair,

Switzerland thanks the President of the Human Rights Council for her speech and for her commitment over the past year, especially in the current context complicated by the Covid-19 pandemic.

Madam President of the Human Rights Council, Switzerland would like to take this opportunity to highlight the following three points: **the cooperation between Geneva and New York, the accountability for human rights violations and the role of civil society**.

Firstly, Switzerland welcomes this exchange, which strengthens **the connection between Geneva and New York**. We remain convinced that it is essential to mainstream human rights throughout the UN system. Switzerland reiterates that only human rights-based approaches can provide lasting solutions to promote peace, security and sustainable development. The same is true for the response to the pandemic and rebuilding for a post Covid-19 world. The three pillars of the UN must therefore work closely together to ensure effective prevention in particular. In this context, we regret that **the briefing to the Human Rights Council by the Chair of the Peacebuilding Commission**, foreseen by the resolution on the contribution of the Human Rights Council to the prevention of human rights violations (45/31), could not take place in September. We very much hope that it will take place as soon as possible. Madam President, cooperation between New York and Geneva will remain a priority for Switzerland and we will continue to strengthen it. In this spirit, Switzerland remains committed to an open, transparent and inclusive dialogue with all States and other stakeholders in Geneva and New York on **the right to a clean, healthy and sustainable environment**. The recognition of such a right by the Human Rights Council at its last session – through the resolution jointly presented by Costa Rica, the Maldives, Morocco, Slovenia, and my own country, Switzerland – sends a strong political signal that ties in with the Secretary-General's call in his report on Our Common Agenda.

Our second point is about **accountability**. Switzerland is deeply concerned about the human rights violations and abuses that continue to be perpetrated in all regions of the world. In order to ensure respect for and protection of human rights and to **fight impunity**, we need reliable mechanisms to monitor their implementation. Switzerland therefore strongly supports the work of the **human rights treaty bodies**, the system of **special procedures**, the **commissions of inquiry**, **fact-finding missions** and the **International Criminal Court**. We encourage all States to cooperate fully with all such mechanisms, which are crucial to achieving justice for victims and preventing serious violations of human rights and international humanitarian law in future. These mechanisms are essential for security, reconciliation and building sustainable peace. In this context, Switzerland deeply regrets that the Human Rights Council did not renew the mandate of the Group of Eminent Experts on **Yemen** at its last session. In contrast, we welcome that the Human Rights Council addressed emergency situations in **special sessions** again this year.

Finally, Switzerland wishes to reiterate **the crucial role of civil society** in the respect, promotion and protection of human rights. Its commitment is indispensable to the work of the UN. In this context, Switzerland is concerned about the report presented to the Human Rights Council by the UN Assistant Secretary-General for Human Rights. The report mentions reprisals and intimidation against members of civil society, including journalists. Switzerland calls on States to take all necessary measures to put an end to these unacceptable practices. In this regard, Switzerland regrets the measures introduced to respond to the pandemic that **restrict civil society's access to the UN**. Public health emergencies must never be used as a pretext to impede civil society's access to the UN. Madam President, it is high time to open the doors to civil society, including human rights defenders, to achieve a more inclusive and effective multilateralism.

Thank you.